

LES BRÈVES DU BISTROT ¹²

sous confinement

Ceci est un numéro exceptionnel des brèves du bistrot.
Il est centré sur la situation de quarantaine que nous vivons en ce moment.

L'Etat et les épidémies

Nous voulons dire ici que la pandémie du Covid-19 est un événement qu'on se prend dans la gueule comme tout le monde. Nous avons des proches touchés et d'autres fragiles que nous ne voulons pas contaminés, aussi adopter des attitudes de réduction des risques ne nous paraît pas être le signe d'une obéissance aveugle aux consignes de l'État, simplement un moyen de prendre soin de nous.

Nous voulons dire aussi que reconnaître les risques liés à l'épidémie ne signifie pas cesser toute lecture critique des mesures imposées par l'État, nous souhaitons ici nous pencher sur la façon dont il tente de profiter de cette occasion pour réaffirmer sa puissance et reconquérir l'adhésion des citoyens.

Les catastrophes ouvrent des brèches dans le présent et offrent donc des possibilités de modifier le cours de l'histoire. Notre problème, c'est que, bien souvent, c'est l'État qui s'y engouffre afin de réaffirmer son autorité.

Foucault raconte avec la perspicacité qu'on lui connaît comment les États s'étaient établis en réaction aux grandes pandémies au 17-18^e siècle. Il explique qu'à cette époque, les Etats tentent de fonder leur puissance sur la bonne santé de leurs citoyens et commencent à s'intéresser de près aux maladies qui touchent leur population. La santé publique devient un enjeu majeur et, afin de mieux gérer

les affections physiques de chacun, on se penche plus finement sur la gestion des populations. La statistique prend son envol et les groupes humains sont mieux identifiés, classés et redistribués dans diverses institutions qui assurent le contrôle social de la naissance à la mort. Face aux épidémies l'État joue sa légitimité, il contrôle les vies et les morts et protège sa population qui, dépossédée des moyens de se défendre, ne pourra bientôt plus que se tourner vers lui dans les moments de grande déstabilisation.

300 ans plus tard, l'histoire n'est pas loin de se répéter. Les catastrophes sont toujours l'occasion pour l'État d'augmenter la pénétration des forces de l'ordre dans tout le pays. C'est si simple qu'un des outils les plus efficaces qu'il a trouvé pour se relégitimer en permanence est de redéfinir très régulièrement la situation comme catastrophique, afin de pouvoir intervenir et sauver tout le monde sans contrepartie ni droit de regard. Il en a eu particulièrement besoin depuis les années 80 et lui a même trouvé un petit nom : la crise.

Depuis 2001, l'un de ses thème de crise favori, c'est le terrorisme. Pas question d'employer quelques paumés pour faire des attentas, bien que les années 70 italiennes et la plus récente guerre civile en Algérie soient

bourrées de faux attentats commandités par le pouvoir. Non, aujourd'hui il est plutôt question de se servir de ce qui existe, d'avoir toujours deux trois lois anti-terroristes d'avance pour pouvoir les imposer en cas de fusillade ou de coup de folie d'un taré en camion.

Bien entendu, le gouvernement par la catastrophe constitue un régime général, et il n'y a jamais un seul domaine qui soit en crise ; cette forme de gouvernement se qualifie plutôt par des juxtapositions de crises et il y a tout un jeu de séquences que les hauts fonctionnaires manient plus ou moins bien ; il s'agit de savoir *switcher* d'une crise à une autre, d'arriver à qualifier un sujet jusque là peu en vue en urgence absolue afin de saisir une fenêtre d'opportunité pour imposer une loi et un nouvel état « normal » des choses. Une seule règle est à retenir : tout est catastrophisable.

Comme l'État au XVIII^e, les GAFAM et tous l'univers de l'industrie technopolicière tentent aujourd'hui de s'affirmer grâce à la catastrophe. L'État devait s'acheter une crédibilité : non ce n'est pas qu'un percepteur d'impôts ou l'unique détenteur de la violence ; c'est aussi celui qui vous protège. Et bien figurez vous que Facebook et ses amis ne récupèrent pas toutes nos données uniquement pour vendre des encarts de pub personnalisés, ils sont aussi là pour notre santé. Aux États-Unis toute une série de *start-up* s'enquiert ainsi de la santé publique en proposant des cartes des futurs *clusters* des cas de corona basées sur la collecte de data par des applications de santé. On indique ses symptômes à son smartphone, il nous renseigne sur comment agir en conséquence. Évidemment la question de la protection des données personnelles n'est pas à l'ordre du jour, c'est la catastrophe on vous a dit.

Ce jeu est dangereux, à chaque brèche ouverte, l'État s'expose à ce que d'autres forces en profitent pour s'affirmer. S'il continue de jouer, c'est qu'il n'a plus vraiment le choix. Plus que jamais les GJ ont dévoilé sa bien maigre légitimité... Plus personne, ou presque, n'y croit sincèrement et quand la magie cesse d'opérer il n'y a guère plus que les LBD pour contenir les colères à des bris de vitrine et des saccages de banque.

CHRONOLOGIE

Mardi 17 mars, 1^{er} jour du confinement

* Mutinerie à la prison de Grasse. Entre 50 et 100 détenus ont refusé de regagner leurs cellules pour protester contre la suspension des parloirs et le manque de moyen pour garantir leur sécurité sanitaire.

* Plusieurs travailleurs d'Amazon sont en grève à Montélimar, Chalon et Douai. Ils refusent de travailler sans que rien ne soit fait pour garantir une protection sanitaire, notamment le respect des règles de distances de sécurité, la provision en gel hydroalcoolique, un nettoyage et une désinfection

* Depuis lundi 16 mars de nombreux prisonniers du CRA (centre de rétention administrative) de Vincennes ont entamé une grève de la faim pour dénoncer leurs conditions de détentions scandaleuses, contre les mesures liées au coronavirus, et pour obtenir la libération immédiate de tout le monde

* Un début de mutinerie a eu lieu mardi à la prison de Maubeuge, aux alentours de 17h

Mercredi 18 mars

* Ce matin, des prisonniers de la Santé ont refusé de regagner leurs cellules.

* Depuis l'annonce d'un cas de coronavirus le 14 mars, les détenus du CRA de Lille-Lesquin sont entrés en grève de la faim. Ils réclament d'être remis en liberté, alors que les conditions de vie au centre les rendent très vulnérables à l'épidémie. La révolte des prisonniers se répand.

* En Grèce, les autorités ont imposé le confinement des camps de demandeurs d'asile, alors que le matériel sanitaire est presque inexistant et que la promiscuité accélère la diffusion des maladies

* A Lyon, plusieurs personnes sans domicile fixe ont été verbalisées par la police pour non respect des mesures de confinement.

* Hier, à Lyon, cinq livreurs d'une société de sous-traitance de carrefour ont utilisé leur droit de retrait pour dénoncer l'absence de condition de sécurité sanitaire. Plutôt que de répondre à leur inquiétude, la direction les menace de licenciement

Jeudi 19 mars

*À la maison d'arrêt de Mans, une trentaine de détenus ont refusé de remonter en cellule à l'issue de la promenade

* 50 libérations (sur 140 places) auraient eu lieu en 3 jours au CRA de Lyon selon le Forum Réfugiés.

* De nombreux salariés ont exercé leur droit de retrait dans des centrales nucléaires.

Vendredi 20 mars

* Dans les centres de Marseille, Sequin, Roanne et Aix-Lyones, les prisonniers bloquent la promenade et refusent de réintégrer leurs cellules

* À la prison de Béziers, une trentaine de détenus ont réussi à découper les grillages de la promenade et à s'exfiltrer. L'équipe régionale d'intervention est intervenue. (Source :Actu Pénitentiaire): À la prison de Draguignan, une quarantaine de détenus ont refusé de regagner les cellules et ont notamment réussi à casser la porte de la cour de promenade. L'équipe régionale d'intervention est intervenue.

Samedi 21 mars

*L'épidémie n'empêche pas les démantèlements de camps de migrants à Calais. « Rien ne me prouve que ces gens sont malades. On invite les gens qui occupent illicitement un terrain à le quitter » justifie cyniquement le Procureur de Boulogne.

* Plusieurs mutineries ont éclaté en prison. A Maubeuge, une centaine de détenus ont refusé de regagner les cellules et ont attaqué les bâtiments.

A la prison de Longuenesse, les détenus ont bloqué les accès à la promenade. Ils demandent plus de douches, plus de lavages de linge et le port de masques pour le personnel de la prison.

D'autres révoltes ont eu lieu dans les prisons de Meaux, Nantes, Carcassonne, Nice, Limoge, Fleury, Uzerche, Rennes Suzin, Saint Malo.

Dimanche 22 mars

*Instauration de l'état d'urgence sanitaire pour 2 mois

*Hier soir, à Clichy-sous-Bois, des voitures ont été incendiées. La police aurait ensuite été la cible de jets de pomme de terre selon le maire ou de boules de pétanques selon

Les catastrophes ne se conjureront pas qu'intellectuellement. Il n'est pas question d'y croire ou pas, ou du moins les réalités se font vite ressentir, par la chaleur des flammes en Australie ou les montées de fièvres de partout dans le monde aujourd'hui.

Nous pouvons cependant tenter d'y répondre par nos propres moyens, développer une intelligence autour des événements qui nous font face et refuser le rôle de réceptacle à consigne étatique qu'on tend à nous faire jouer. Il semble que ce à quoi nous invite un épisode comme celui-ci, c'est de reconnaître l'existence d'êtres non humain et la nécessité de composer avec eux. Le virus fait partie de ceux là, et son exceptionnelle propagation est peut-être l'occasion pour nous, humains, d'abandonner l'idée que nous avons le monopole de l'existant. Nous ne sommes pas seul et ne pouvons plus continuer à vivre comme si tout était contrôlable à l'envie, acceptons au contraire que nous vivons dans des milieux troubles, c'est à dire composites, peuplés de formes de vie multiples. Faire de la place aux existences moindres ne relève pas d'une candeur de mauvais aloi, le Covid peut nous faire crever et nulle question de se sacrifier sous prétexte de se laisser dépasser par la diversité du vivant. Vivre avec, c'est aussi reconnaître les inimitiés, distinguer ce qui nous renforce et nous affaiblit et agir en fonction.

Et on n'oublie pas les gestes barrière.



Comment va la vie dehors ?

Récit d'un travailleur social

.....

Première semaine

Vendredi 20 j'ai pu retrouver le chemin du turbin. Étrange de partir à 8h30 de chez soi dans des rues désertes, en mode mois d'Août au carré. Déjà le manque du bar et de son café-journal, je sens que ça va être long à digérer la disparition de ce p'tit rituel quotidien.

Les bus circulent encore, et y'en a quand même souvent, avec principalement deux à quatre personnes dedans. Tout au long de la journée je croiserai des agents TCL aux abords des arrêts principaux des trams et métro. Certains sont masqués, d'autres non, la plupart gantés tout de même. Je sais pas si c'est pour du contrôle de ticket, de la gestion de flux, de l'observation... certains ont en tout cas leur machine à faire cracher le bif du resquilleur.

Arrivée au local à part dieu, d'habitude ça grouille, et là, rien. On ne peut que voir les personnes à la rue qui zonent sur les arrêts de tram ou squattent place de Milan. Le local sent méchamment le désinfectant. J'ose pas toucher à grand chose.

La journée commence par la revue de tous les process d'hygiène, qui sont nombreux : lavage de main obligatoire à la rentrée dans le local, utilisation d'objet au max individuels, tout le monde à minimum 1 mètre de distance. Et nettoyage désinfection de toutes les surfaces (téléphone, ordi, portes, rampes) deux fois par jour.

Y'a encore une semaine on était autour de 15 à travailler chaque jour, équipe de jour et de nuit comprises. Maintenant c'est 6 par jour (deux équipes de 2 la journée + un équipage de 2 la nuit, jusqu'au 31/03).

Chelou de se retrouver à 4 en journée, franchement. Bon, il reste en plus un coordinateur et une cheffe de service, mais dès que l'urgence actuelle d'orga sera passée, tous deux devraient aller bosser en télétravail.

Mon taf (aller à la rencontre des 16/25 ans qui zonent dehors, et les accompagner dans l'accès au droit) n'a plus lieu d'être puisque l'ensemble des institutions sont fermées. On (mes 3 collègues et moi) sommes mutualisés avec une équipe mobile. On travaille en gros un jour sur

d'autres sources anonymes

* Le ministère de la Justice va autoriser la libération d'environ 5000 détenus en fin de peine

Lundi 23 mars

* À Cavailon, un homme a été condamné en comparution immédiate à 8 mois de prison pour avoir craché sur des policiers

* A Angers, un homme a quant à lui été condamné à un an de prison, pour avoir également craché sur la veste d'un policier.

* Le personnel des urgences poursuit sa grève initiée en juin dernier, à Vichy

*Un préavis de grève pour aujourd'hui a été déposé hier à l'hôpital psychiatrique de Caen. Les personnels avaient demandé par courrier à l'ARS d'être dotés en équipements de protection

Semaine 2

Mardi 24 mars

*Une tribune « pour le boycott d'Amazon ! Pour un soutien massif au secteur du livre ! » a été publiée hier. Elle pointe la concurrence du géant Amazon, les conditions de travail des salariés et l'absence d'aide de l'État

* A Nantes, les éboueurs dénoncent l'absence de protections : « Nous sommes des bons petits soldats qui travaillons dans une ambiance poubelle pleine de bactéries et de potentielle épidémie du Coronavirus et la seule protection que l'on nous a donné pour l'instant, c'est une lingette. »

* Alors que l'administration pénitentiaire estime la situation sous contrôle, les détenus continuent de dénoncer la gestion de l'épidémie du Covid-19 en prison : « On nous a annoncé qu'on allait nous distribuer des kits sanitaires mais il n'y a toujours rien parce qu'ils n'auraient pas les stocks disponibles. Tant qu'on n'aura pas les conditions sanitaires adéquates, on se rebellera. »

* Des associations et des avocats saisissent le conseil d'État pour demander la fermeture des centres de rétention administrative.

*À Amazon Saran (Loiret), face au refus du groupe d'augmenter le nombre d'intérimaires sur le site comme elle le demandait, la directrice

du site de Saran a démissionné. Elle aurait craint que les contaminations augmentent. Les syndicats appellent toujours à la fermeture du site.

*Une trentaine de détenus ont refusé de rentrer dans leurs cellules cet après-midi à la prison de Tarascon, en réclamant des masques, du gel hydroalcoolique et leur libération

Mercredi 25 mars

*En Italie, 400 infirmières appellent à rejoindre l'appel à la grève générale initié par l'Union Syndicale de Base pour ce mercredi 25 mars : « Il est temps de faire grève. La santé et la sécurité avant tout ! Bien que notre [participation] à la grève ne soit que symbolique – une minute de rotation entre le personnel de garde entre 13h30 et 14h30 – nous vous demandons de faire grève. [Faites] grève pour nous aussi. Nous ne voulons pas être des anges ou des héros, nous sommes des agents de santé. »

*Nouvelle illustration du traitement des prévenus et prisonniers au temps de la pandémie : au Tribunal de Paris, les prévenus sont entassés dans des box sans moyens de protection. Les juges ont tout de même procédé systématiquement à des libérations, malgré les réquisitions du parquet qui voudrait continuer à remplir les prisons.

* Une grève de loyer s'organise pour le mois d'avril : « L'épidémie du covid-19 provoque actuellement une crise sanitaire qui a un impact à l'échelle nationale. Durant cette dépression, une grande partie des français.es sera dans l'incapacité de payer tout ou partie de son logement, du fait de la réduction de nos revenus. »

* À Maripasoula, commune guyanaise enclavée sur le Haut Maroni, le confinement suscite des grandes inquiétudes et des soucis d'approvisionnement. « Nous vivons dans la peur car en cas de complications, ça va être problématique pour nous vu la médiocrité des offres de soin. » témoigne un habitant.

* Le Planning familial, dans un communiqué, s'inquiète en effet que l'accès à l'IVG soit compliqué en raison de l'engorgement des hôpitaux et du fait que beaucoup de centres réduisent leurs activités. Le Planning familial, qui

deux sur le terrain, l'autre en télétravail à la maison, veille téléphonique et prise de renseignement pour soulager le reste de l'équipe.

Donc 4 la journée, à se séparer ainsi : une équipe de réponse au signalement 115, une autre pour la veille des personnes et la gestion des urgences.

Clairement, la question de l'accompagnement social n'existe plus. Il s'agit de parer au plus pressant, et les accompagnements concernent aujourd'hui soit raccompagner quelques personnes sur leurs lieux d'hébergement soit pour ceux qui ont un suivi psy leur permettre de retourner au CMP ou à leur service de référence pour la bonne continuité de leur prise de traitement.

En passant, hier j'ai appris que bon nombre de services psychiatriques étaient en train de fermer. Donc les personnes les plus mal en point sont réorientées sur des services encore ouverts, ceux pour qui les médecins estiment que leur situation est stabilisée, avec un traitement adapté, c'est dehors (sortie sèche, mais ça, l'hôpital a pas attendu le covid-19 pour le faire !).

On part, équipé de bouteilles d'eau, de couverture, et c'est tout.

Pas de place d'hébergement : les centres sont confinés, personne ne peut y entrer, en tout cas y intégrer une place. Donc là, aujourd'hui, y'a absolument aucune mise à l'abri pour personne. L'état semble rechercher des solutions hôtelières, mais vu qu'il n'y a rien de probant y'a pas d'annonces. Et faudra encore voir comment ça se met en place si ça l'est.

Rencontrer quelqu'un dehors aujourd'hui c'est quand même étrange. On ne peut pas/doit pas être à moins d'un mètre de distance, on ne peut pas filer de clope, prêter son briquet.. Ou alors il faut passer par une désinfection des mains, gants...

La manière d'être en lien, elle change radicalement, et c'est pas simple. Et puis t'as pas trop envie de déconner, tant pour toi/ tes amis que pour ceux que tu rencontres.. Impossible de savoir si t'es vecteur du covid19, et pas envie de leur refiler non plus. Ca fait faire quelques tours.

Et puis toutes les personnes rencontrées n'ont pas la même perception de la chose, certains comprennent ce

qui se passe, d'autres absolument pas, et il faut donc expliquer, rassurer.. Mais de quoi ?

En tout cas, j'ai constaté une certaine sidération matinée de fatalisme de la part des personnes rencontrées.

A J+3, il ne semble pas, pour la plus grande partie des personnes y avoir des problèmes de nourriture. Bon nombre de restaurants ont vidé leurs stocks et les ont distribués. Les distributions de nourriture se sont réorganisées rapidement.

Le problème principal concerne l'hygiène, puisque tous les espaces pour y accomplir les gestes basiques sont fermés. Et bien évidemment les fontaines publiques de la ville sont toujours fermées.

Sur Presqu'île, par exemple, y'a que les toilettes de Bellecour qui sont ouvertes, de 10h à 15h30. Sur la Part-Dieu, il n'y a aucun endroit où aller aux toilettes, se laver les mains... Et sur Lyon, seuls les bains douche de Gerland sont ouvert en mode restreint le matin. Ca va être un point crucial de notre action je pense dans les prochains temps..

Bien évidemment la manche ne fonctionne pas, et c'est un point récurrent dans les discussions. Le centre ville, où pas mal de jeunes pouvaient se retrouver et faire de l'argent facilement n'a plus cet attrait. Donc plus d'argent, plus de consos, et étonnement j'ai peu rencontré de personnes parlant de manque ou de mal être. La plupart allaient se fournir sur les fours de Vénissieux ou du Mas, et expliquent qu'il est compliqué de s'y rendre, et sans argent... Seuls les fous de la Guill semblent être un peu impactés par le confinement actuellement. Donc la distribution de matos est moindre.

Ceux le plus en difficulté sont ceux qui consomment des médocs et qui n'ont pas d'ordo. En plus du manque de thune, la vente de rue est plus compliquée, et là ça craint. On devrait néanmoins pouvoir mettre en place des traitements de substitution en urgence.

Du coup, soit certains sont en mode sevrage sec, soit d'autres se déportent sur quelques médocs encore trouvable ou l'alcool.

Bon, là on est à 3 jours. C'est un temps d'adaptation, je pense que c'est dur d'avoir une réelle vision des choses pour toutes les personnes dehors. Faudra refaire le point dans une semaine.

a par ailleurs fermé ses permanences locales, reste cependant joignable, soit via ses fédérations locales, soit au numéro vert d'information Sexualités, Contraceptions, IVG au 0800 08 11 11.

Jeudi 26 mars

* Trois communes du Finistère ont été obligées de restreindre la consommation d'eau potable. L'arrivée massive de résidents secondaires en serait la cause.

*L'ordonnance du 25 mars 2020 « portant adaptation de règles de procédure pénale [...] d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 » va permettre d'allonger la détention provisoire et de prolonger automatiquement les gardes à vue.

*Il reste 10 retenus au CRA de Rennes. Les libérations se font au compte-gouttes. Un retenu moldave sans domicile a refusé de sortir car il ne voulait pas être « confiné dehors ».

* 8 personnes sont encore détenues encore au CRA de Cornebarrieu (Toulouse). Là aussi, il s'agit de personnes qui sortent de prison

* Hier, deux feux de cellules se sont déclarés au centre pénitentiaire de Longuenesse. Le premier dans le quartier disciplinaire, puis le deuxième dans le quartier de détention, où les détenus ont du être évacués dans la promenade. Un détenu de 22 ans est en urgence absolue après avoir été intoxiqué par les fumées de l'incendie et a été transporté au centre hospitalier de Helfaut

* La fédération CGT des services publics lance un préavis de grève pour tout le mois d'avril. Elle dénonce « les mesures antisociales » prises dans le cadre de la loi d'urgence sanitaire

* Le patron d'orange accepte de partager les données de géolocalisation de ses abonnés aux autorités. Elles sont sensées être anonymisées

* Nicole Belloubet, Garde des Sceaux, impose par ordonnance la prolongation automatique de toutes les détentions provisoires. 21 000 détenus voient donc leur séjour en prison prolongé sans passer devant un juge, sans que leurs avocats puissent les défendre.

Vendredi 27 mars

* A ce jour, six plaintes ont été déposées par des personnes atteintes du virus, des membres du personnel soignant (collectif C19 et le collectif InterUrgences), des détenus (31 détenus des Bouches du Rhône, du Gard et du Var) ou encore des candidats municipaux et des assessseurs de bureaux de vote, à l'encontre de plusieurs ministres du gouvernement : Édouard Philippe, Agnès Buzyn, Olivier Véran (respectivement ancienne et nouveau ministre de la Santé) et Nicole Belloubet (ministre de la justice). Certaines les accusent de « violences volontaires » et de « mise en danger de la vie d'autrui »

* Hier, à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, deux matons ont été blessés par un détenu qui refusait de réintégrer sa cellule.

* Saisi en référé par le GISTI et la Cimade, le Conseil d'État a refusé la fermeture temporaire des centres de rétention administrative, sous prétexte qu'il reste « seulement » 152 détenus à la date du 26 mars

Samedi 28 mars

* À Argenteuil et Cergy-Pontoise (Val d'Oise), des salariés des entrepôts Oscaro, vendeur de pièces détachées automobiles en ligne, sont en grève ou en droit de retrait

* Avec les mesures de confinement, les femmes et enfants confinés avec un conjoint violent sont plus en danger qu'avant. Selon Castaner, les violences conjugales ont augmenté de 32% cette dernière semaine, la réalité des cas non déclarés étant probablement plus importante.

* Un communiqué intersyndical de l'hôpital Edouard Herriot de Lyon dénonce le manque de matériel de protection et le refus de la direction de communiquer les chiffres de personnels infectés. Ils demandent une politique de dépistage massif. Les syndicats demandent également la réquisition de tout le matériel à usage unique dormant dans les secteurs non utilisés et la réquisition des usines en capacité de modifier leurs chaînes de production pour accélérer la mise à disposition de matériel de protection.

* Des enseignants du premier degré de l'est parisien et du 93 appellent à refuser les « classes virtuelles » et les modalités de « continuité pédagogiques » instaurées par Blanquer. Dénonçant l'accentuation des inégalités scolaires

Je n'ai pas vu de familles, et ne me suis pas rendu sur aucun squat ou bidonville, en tout cas pas encore. Je devrais peut être me rendre sur Maurice Sève la semaine pro pour y voir un jeune rencontré il y a peu..

Concernant les flics, encore là ça dépend. Sur Presqu'île, la municipale connaît bien les personnes qui vivent dehors, et un gros boulot a été fait avec eux. Ils sont donc pas si mauvais à part une équipe de branques. Par contre, ça se complique avec la nationale et la bac (eux sont plus sur les autres quartiers), et bon nombre d'amendes ont été distribuées, des bons coup de pression ont été mis... A savoir que la pref a fait pression sur le progrès concernant l'article où il est fait part de ces amendes à l'encontre des SDF. La pref a aussi fait pression sur ma cheffe disant que c'était une menteuse. Maintenant si on croise quelqu'un dans la rue qui fait part de problèmes avec la police, on doit faire remonter en direct à la pref ces infos... C'est d'une laideur sans nom, mais on le savait depuis longtemps.

Deuxième semaine

Cette semaine j'ai pu travailler deux jours sur le terrain, et une en télétravail..

Comme d'hab, vu que mon vélo n'est pas très conciliant avec moi, je me déplace à pied et en bus. Entre mercredi et vendredi, y'a quand même un peu plus de monde dans les rues, surtout des femmes et des hommes âgés (retraités je dirais). Peu de masques, peu de gants, et des bus qui sentent le désinfectant.

La Part-Dieu est toujours aussi vide et morte. Sauf sur la place de Milan qui se peuple petit à petit. Il y avait déjà du squat, mais là depuis une semaine plus de monde s'y trouve. Sans doute car c'est protégé des rues adjacentes, que s'y trouve médecin du monde, et que ça reste un spot de deal encore debout..

Bon, cette place était déjà un peu étrange avant l'arrivée du confinement, mais là, ça devient bien spécial. L'entrée du Samu est bordée d'une tente et d'un monceau de déchets puisque les éboueurs ne semblent pas venir, ou que les poubelles ne sont pas ramassées.

De l'autre côté de la porte, on est bien désinfectés, toujours, même si au fur et à mesure des journées, je sens que ces procédures me saoulent et il me faut faire gaffe

à bien tout réaliser.. Je ne sais combien de fois je me lave les mains et désinfecte ce qui m'entoure, mais ça prend une place prépondérante dans mes/nos journées. (je râle, mais c'est un truc qui prend énormément de place : je le fais sans broncher, mais ça a une importance sur comment on appréhende tous les actes d'habitude totalement banals !!)

Cette semaine, on a du gel hydroalcoolique, et quelques masques, uniquement utilisés si l'on transporte quelqu'un (là tout le monde en porte un dans la vago). Après, nos moyens se résument à eau, couvertures, savons. Des places en hébergement de confinement se sont ouvertes cette semaine, pour l'instant dédiées aux familles et personnes âgées, et ce sont des hôtels. La semaine prochaine devraient arriver des structures pour personnes isolées, mais on ne sait pas trop quand, combien et comment. De même toujours pas d'accès à l'hygiène réellement accessible pour tous dans la métropole, seuls les bains douches de Gerland sont ouverts. Encore ici, peut être dans les prochains temps des gymnases seront ouverts par la Croix Rouge pour parer à ces besoins.

Les journées sont à la fois longues et sacrément courtes. Si on arrive à 9h, on a du mal à quitter le local avant 10h, le temps de la relève (qui permet de planifier à minima la journée et savoir ce qu'il s'est passé la veille) / désinfection des voitures avant de partir.. Je n'ai pas fait de journée signalement cette semaine, donc on passe du temps à chercher des gens / checker si les fontaines sont ouvertes (la plupart des fontaines de la ville ne le sont pas) et se rendre auprès des personnes que l'on peut rencontrer au hasard de nos virées dans les quartiers. On est globalement bien accueillis, même si l'on peut voir et ressentir certaines tensions (qui ne viennent pas forcément des personnes suivies/connues, mais plus d'autres personnes ne comprenant pas notre travail, ou confondant notre action avec celle d'autres services (par ex, on ne distribue pas de nourriture à la différence du Samu social de la croix rouge qui bosse la nuit. Ça m'a valu une belle pluie d'insultes cette semaine).

L'hygiène et l'accès à du linge propre reste une demande récurrente. Il n'y a toujours que les bains douches ouverts à toutes et tous, de 7h30 à 14h30, mais il faut y aller, et

et l'augmentation de l'anxiété des familles ne pouvant suivre le rythme causées par le télétravail pédagogique, ils et elles appellent à surtout tout faire pour garder le contact avec toutes les familles d'élèves, et notamment à veiller à ce que toutes aient de quoi se nourrir, se loger, se soigner, se mettre à l'abri en cas de violences. * À Sanary-sur-mer (Var), après avoir limité les déplacements et les achats « à l'unité », pour privilégier seulement les achats groupés (en rendant verbalisable par exemple l'achat d'une seule baguette à la boulangerie), le maire (DVD) Ferdinand Bernhard augmente d'un degré encore la répression : à partir de lundi il sera interdit de sortir à plus de 10m de chez-soi, sauf pour aller faire des courses.

Dimanche 29 mars

* Les étudiants logés par le CROUS de Montpellier ont été menacés de ne pas voir leur bail renouvelé en cas de non-respect des règles du confinement. Pour rappel, une chambre classique en cité universitaire fait 9m².

* Comme dans de nombreuses autres villes en France, la police de Rennes a elle aussi adopté le drone. Pour faire respecter le confinement de nombreux moyen de contrôles ont été mis en place dans la ville de Rennes, des crs en bateaux aux drones survolant le grand parc naturel saint martin.

Entre les opérateurs téléphoniques et ces nouveaux appareils électroniques, tous les moyens sont bons pour assister les forces de police dans la mise en place d'un système de surveillance de plus en plus perfectionné.

* Alors que plusieurs personnes ont pourtant subi des garde-à-vues pour « mise en danger de la vie d'autrui » car elles n'auraient pas respecté les règles du confinement, une circulaire du ministère de la justice à l'attention des procureurs et présidents de tribunaux et cours d'appel, datée du 25 mars, établit que « l'exigence tenant à la caractérisation d'un risque immédiat de mort ou de blessures graves ne parait pas remplie, au regard des données épidémiologiques connues ».

* Le montant des amendes pour non-respect du confinement augmente : si le montant est toujours de 135 euros la première fois, elle monte désormais à 200 euros en cas de récidive et 450 euros en cas de majoration, selon un nouveau décret publié au Journal officiel.

* Faces aux manques de dispositifs sanitaires dans le secteur des transports routiers, les syndicats CFDT, FO et CFTC appellent les chauffeurs à exercer leurs droit de retrait « individuellement » à partir de ce lundi 30 mars face aux risques de l'épidémie. Ils réclament ainsi des dispositifs protecteurs pour agir en « temps de guerre », l'arrêt des transports non essentiels, la réquisition des aires de repos, stations-services, restaurants routiers, et les mêmes protections que les urgentistes pour tous les transports sanitaires.

* Les salariés de l'entrepôt Carrefour de Ploufragan (Côtes d'Armor), ayant exercé leur droit de retrait se sont vu notifier des lettres de la direction les menaçant de retenues sur salaire et de procédures disciplinaires « pouvant entraîner une sanction » s'ils ne reprenaient pas le travail. Leur droit de retrait est jugé injustifié alors que cette même direction a pris la décision d'attendre le pic de l'épidémie pour mettre à disposition les masques de protection, mettant ainsi les salariés en danger.

Lundi 30 mars

* Le conseil d'État déboute deux syndicats de soignants qui avaient demandé plus de masques, de moyens de dépistage et l'autorisation de prescrire de la chloroquine aux patients. La plus haute juridiction administrative considère que l'État a fait le nécessaire.

* Si La Poste a décidé, en Bretagne comme ailleurs, de réduire le rythme des tournées et fermé un certain nombre de bureaux, les syndicats continuent de dénoncer des conditions de travail risquées et s'attendent à « une hécatombe chez nos agents ». Sud 35, par la voix de son secrétaire, dénonce notamment la situation sur les plateformes, lieux particulièrement risqués du fait de la rotation importante qui y est d'usage : « depuis le 16 mars, entre 15 et 20 agents de la plateforme ont fait valoir leur droit de retrait. Pour l'instant, la direction ne dit rien sur ces cas-là ». Le risque est également important dans les centres de tri, alors que La Poste vient de donner 300 000 masques aux forces de l'ordre tout en interdisant leur port à ses propres salariés...

les horaires ne sont pas forcément adaptés à toutes et tous. La plupart des fontaines et lieux publics fermés, il reste compliqué de se laver les mains, et même de pouvoir accomplir ses besoins les plus primaires. Quand on se retrouve à distribuer des paquets de mouchoirs aux personnes dehors pour qu'ils puissent faire leurs besoins, ça ne pose même pas questions.. c'est triste et moche. L'argent vient ensuite, car la manche ne fonctionne toujours pas aussi bien. Certains vont dans des quartiers périphériques au centre ville et donc plus populaire pour s'en sortir, d'autres restent en ville.

Clairement, la Presqu'île est désertée, et ça ne le fait pas. Pour autant, pas mal de marchés parallèles s'y déroulent, et ça reste un lieu de vie pour de nombreuses personnes.. Des tensions (pas nouvelles à mon avis) arrivent autour du partage des thunes réalisées, mais de fait, le contexte les rendent plus sensibles. Pour ceux qui consomment, les drogues et médicaments sont toujours accessibles, même si là aussi ça se déporte. La Guill' n'est plus attractive, on part plus sur les quartiers périphériques. Le plus compliqué ne semble pas être encore arrivé, à savoir pour ceux qui consomment des médicaments. Le marché de rue fonctionne toujours.

La situation fait aussi que certaines personnes que l'on pouvait rencontrer très alcoolisées le sont moins, et du coup plus faciles à rencontrer, voir même des rencontres se font.. En tout cas, pour la rue, je n'ai pas encore vu de personnes dans le mal du fait de ne pouvoir maîtriser leurs consos. Pour autant des collègues m'ont fait part de bagarres, tensions, mais plus en soirées.

La plupart des personnes que je connais et rencontre est soit toujours sidérée par ce qui se passe, ou préoccupée par comment vivre le quotidien. Quelques unes s'inquiètent de ce virus, de ses conséquences, pour ceux qui bénéficient de minima sociaux de comment cela va se passer pour réaliser sa DTR, de quand les accueils de jour vont réouvrir, et en fin de semaine ça a commencé à parler et questionner les ouvertures de sites de la semaine prochaine. On ne sait trop quoi dire, car ce n'est pas clair. On fait des signalements pour les personnes qui expriment leur envie d'être à l'abri, et on nous demande de le faire également pour les plus fragiles. Les grand absents de ces plans d'hébergement : Celles et ceux qui ont un animal. Il n'y a aucune place pour qui que ce soit accompagné d'un animal de compagnie.

En hébergement, cela semble un peu plus compliqué. Les personnes étant en structure au début du confinement se doivent d'y rester. A la deuxième semaine, visiblement des tensions arrivent, dues à l'envie de bouger, au fait que certains sortent pour des raisons médicales et re rentrent, les incompréhensions et la promiscuité semblent faire leurs effets. D'un autre côté, les structures se mettent à acheter de l'alcool pour les hébergés afin de gérer leurs consos et ne pas provoquer de problèmes liés à des sevrages trop brutaux..

Après, tout, dans nos journées, prend du temps, et il est difficile d'arriver à structurer sa pensée et mettre du sens dans nos actions. Nos moyens plus que limités, le fait qu'il n'existe nulle part en ville ou boire un coup avec les personnes que l'on accompagne rend les rencontres plus statiques et on ressent bien le vide de la rue, le vide de la non proposition, et du presque pas de projection.

En tout cas si la première semaine a fait quelques vagues avec plusieurs personnes ayant eu des contraventions, il semble que les flics se soient calmés. Aujourd'hui, toute personne recevant une amende vivant dehors peut en tout cas la faire sauter soit en se rendant au commissariat, soit en nous la rapportant (on fait passer les infos à la préfecture le cas échéant). La présence policière est assez éparse en ville, je les ai beaucoup vus dans le 7e, et après j'ai l'impression qu'ils font des contrôles aléatoires sur des lieux stratégiques (Place de la Croix Rousse, Part-Dieu..).

On peut croiser également quelques associations faisant des maraudes toute l'année, continuant à tourner les matins (principalement sur la presqu'île). Souvent par groupe de 5 à 8, ils continuent à distribuer des colis alimentaires, des trousseaux de première nécessité. On discute évidemment quand on se croise, mais comme d'habitude en ce qui me

concerne, ça me laisse toujours un arrière goût dans la bouche, entre le nombre de personne, leur équipement (généralement capés de la tête au pied), et leur excitation à être là.

Enfin, j'ai pu tester une approche du télétravail, qui consiste à prendre principalement contact avec les personnes que l'on a pas encore vu dans la semaine par téléphone. Bon, apparemment tout le monde n'a pas accès à de quoi recharger son téléphone, donc beaucoup de coups de fils dans l'eau, et sinon c'est plutôt bien reçu par ceux que l'on appelle. Pour l'instant pas eu de gens vraiment mal au bout du fil, mais c'est arrivé à ma collègue, et tout ce que l'on peut dire, c'est que ça donne pas envie, et qu'il est dur et de répondre facilement à la souffrance exprimée, et de s'en détacher quand ça arrive. Alors on s'appelle entre collègues, et on essaye de transformer ces émotions.

Pour ce qui est du travail partenarial, c'est clairement au ralenti, et soit les structures sont ouvertes mais les personnes pas là pour repos ou maladie, soit elles sont fermées.. L'accès aux droits, le maintien des accompagnements et le suivi de santé, n'est donc pas évident (ça me fait penser que le Vinatier, où se trouve une pharmacie, est un véritable fortin, y aller équivaut à y passer la matinée, même pour un simple médicament).

Bon, c'est encore un peu en vrac, je vous tiens au jus la semaine prochaine je tafte quasiment tous les jours, et avec les ouvertures d'hébergement, il y aura sans doute à dire.

Cités de banlieues confinées

Nous relayons ici un texte écrit depuis Blanc-Mesnil en région parisienne et publié initialement sur le site leparia.fr. Il traite de la répression liée au Coronavirus dans les cités.

On envoie les flics verbaliser les contrevenants à la consigne de confinement. Certains n'ont pas d'attestation sur eux, parce que tout simplement ils n'ont pas internet, pas d'ordi, ou pas d'imprimante. D'autres ne savent ni lire ni écrire le français. Certains sortent malgré les consignes de confinement, parce que l'appartement où ils vivent est surpeuplé, et que ce n'est pas tenable de rester enfermé tout le temps.

Le premier ministre et sa clique disent en boucle qu'on est irresponsables et que les gens ne respectent pas les règles de sécurité. Même chose pour les médias qui montrent du doigt les quartiers populaires. Le *Parisien* du 19 mars 2020 : « 10 % des amendes dressées dans le pays mercredi l'ont été en Seine-Saint-Denis. Face à l'indiscipline, police et justice sévissent. Des CRS ont été appelés en renfort. La préfecture prépare un nouvel arrêté, encore plus contraignant. » Nouvelle manière de répéter encore et toujours les mêmes clichés sur les 6T de banlieue. Ils désignent aux forces de l'ordre leurs cibles.



Mais même quand les personnes ont leur attestation sur elles, elles se font verbaliser. Ou pire, les keufs leur rentrent dedans et leur assènent des coups.

Distanciation sociale : j'ai cherché la définition. Il y en a deux. Une définition sociologique : « Écart, refus de relation existant entre différentes classes sociales » (source : Centre national de ressources textuelles et lexicales). La deuxième est celle des consignes de confinement : se tenir à distance des autres pour éviter la propagation de l'épidémie.

La police patrouille dans les banlieues pour faire respecter les règles, soi-disant. Mais la police, dans les quartiers, n'a jamais respecté aucune règle. Les keufs ne portent pas de masque, ils ne respectent pas les distances de sécurité, ils sont en groupes, ils ont des centaines de contacts par jour. Et ils vont au contact : ils cognent. Penchés à plusieurs sur un mec à terre pour une ratonnade dans les rues désertes, ils le contaminent s'ils sont eux-mêmes infectés. Infectés et infects.

Les patrouilles des forces de sécurité font régner depuis longtemps l'insécurité dans les quartiers. Les familles qui réclament vérité et justice pour leurs fils et leur frères morts étouffés, battus ou exécutés par des policiers (comme Wissam El-Yamni, Lamine Dieng, Adama Traoré et beaucoup d'autres), ou violés comme Théo, le savent. Ça s'est aggravé avec l'état d'urgence. Ça s'aggrave encore avec l'état d'urgence sanitaire : le danger de contamination s'ajoute à toutes les menaces que les condés représentent en temps ordinaire.

Qu'est-ce que les keufs tabasseurs ont compris du mot « distanciation sociale » ? Pas la définition sanitaire. La définition sociologique : la domination, le mépris, le racisme, le rabaissement.

1348 verbalisations en Seine-Saint-Denis les trois premiers jours du confinement. 22 574 dans tout le pays rien que le dimanche 22 mars. En six jours de confinement, 91 824 amendes distribuées surtout dans les banlieues et les quartiers populaires, accompagnées d'exactions des forces de l'ordre. 91 824 amendes à 135 € : 12 396 240 € [voir le site de Nantes révoltée]. Le 28 mars on compte 225 000 verbalisations. Le « conseil populaire de la santé publique » fait le calcul : 30 375 000 €. En réalité bien plus car les tarifs ont augmenté.

Les insultes, les baffes, les coups, les matraques, les tabassages : tout ça c'est du bonus.

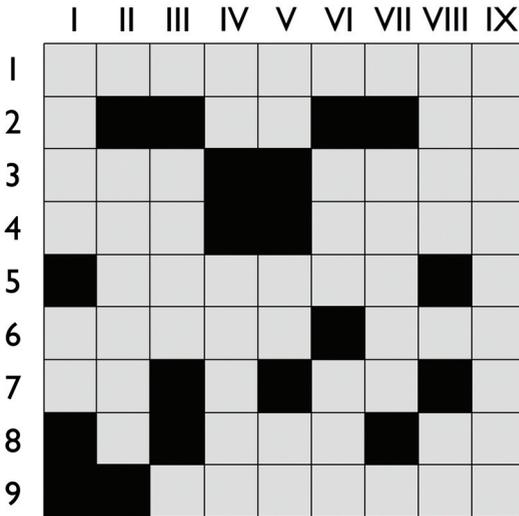
Peines de prison, vraiment ? Le gouvernement n'a honte de rien. Les prisons françaises sont déjà un scandale en temps ordinaire. Avec l'épidémie la situation est devenue explosive : des mutineries éclatent dans presque toutes les prisons en France. On a vu ce qui s'est passé dans les prisons italiennes : une dizaine de morts, beaucoup de blessés et plus de 50 évasions. Le 26 mars, la ministre de l'(in)jus-

te disait sur *France inter* que « Dix détenus ont été testés positifs, et 450 sont symptomatiques ». Dans les prisons, il n'y a personne aux fenêtres pour filmer les exactions des gardiens, des ERIS (Equipes régionales d'intervention et de sécurité) et autres Robocops. Pendant que les bourgeois sont partis à la campagne se confiner dans leur résidence secondaire, ce sont les plus pauvres qui payent, comme d'habitude : amendes astronomiques, tabassages, coups de matraques, garde-à-vue, prison... Et risque de contamination.

Ce gouvernement est incapable de fournir des masques efficaces aux soignant.e.s, aux pompiers, au personnel des EHPAD. Depuis le début du mouvement des gilets jaunes, le gouvernement a stocké massivement des LBD 40, grenades lacrymogènes, grenades de désencerclement et autres armes de guerre pour réprimer le peuple. Mais pour ce qui est des masques : que dalle. Alors, qui nous protège de la police ? Qui nous protège de l'épidémie ? Certainement pas le gouvernement, et certainement pas la justice.

**Pas de justice, pas de paix
On n'oublie pas, on ne pardonne pas**

Mots croisés ma gueule!



Horizontal :

- 1 : Gestes de prévention.
- 2 : Dans / Demonstratif
- 3 : Gère les crises au pif / Donne des bleus
- 4 : Le début du *care* / Le cheval des nouveaux cow-boys de la route
- 5 : Résistants des champs ?
- 6 : Elle a duré 2H devant Carrefour samedi dernier / Plus le droit de le prendre sans attestation
- 7 : Pronom / Deux fois l'oxygène
- 8 : La thune chez les nippons / Négation
- 9 : Donnass de l'air

Vertical :

- I : Endroit idéal pour réaliser des bonnes opérations / Est censé mesurer l'intelligence
- II : Dealer de chloroquine
- III : Parti présidentiel un peu secoué
- IV : Sur le do / Crétine incurable..
- V : En vogue / Pour la répétition / Sera toujours une liaison, quarantaine ou pas.
- VI : Commission Médicale d'Etablissement / A demandé un cessez le feu pendant la pandémie.
- VII : Petit hôpital
- VIII : Cotisation / Mot de mépris pour les enfants
- IX : Aidées

